

Cote du document: EB 2015/114/R.11
Point de l'ordre du jour: 6 c) i)
Date: 18 mars 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République de l'Inde
pour le Programme d'autonomisation et
d'amélioration des moyens de subsistance
des groupes tribaux particulièrement
vulnérables dans l'État d'Odisha

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatorzième session
Rome, 22-23 avril 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du programme	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
E. Supervision	8
IV. Coût, financement et avantages du programme	8
A. Coût du programme	8
B. Financement du programme	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	10
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	11
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Annexe	
Accord de financement négocié	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

AMP	Agence de microprojet
CCD	Conservation combinée au développement
CVD	Comité villageois de développement
GAA	Groupe d'autoassistance
GPLF	Forum au niveau de groupes de gram panchayats
GTPV	Groupe tribal particulièrement vulnérable
MoTA	Ministère des affaires tribales (Gouvernement indien)
OPELIP	Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha
OTELP	Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales dans l'Orissa
S&E	Suivi-évaluation
STSCDD	Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées (Gouvernement de l'Odisha)
TR	Tribu répertoriée
UGP	Unité de gestion du programme

Carte de la zone du programme

India

Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme

President's Report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Inde

Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées (Gouvernement de l'Odisha)
Coût total du programme:	130,39 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	36,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 51,20 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt fixe de 1,25% par an sur le montant de l'encours en principal plus une commission de service de 0,75%
Contribution de l'emprunteur:	76,18 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,00 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt à la République de l'Inde pour le Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Inde est un pays à revenu intermédiaire où, malgré ce statut, la réduction de la pauvreté constitue toujours un important défi: 33% des pauvres de la planète vivent dans ce pays, et la réduction de la pauvreté n'a pas suivi le rythme de la croissance économique. La faiblesse des niveaux nutritionnels est inacceptable, avec 42,5% des enfants en situation d'insuffisance pondérale pour leur âge, l'un des taux les plus élevés au monde. La prédominance des inégalités sociales et l'infériorité du statut des femmes, sur les plans nutritionnel, éducationnel et social, sont considérées comme des facteurs clés contribuant à la prévalence de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans.
2. La population de l'Inde constitue une mosaïque de groupes ethniques parlant différentes langues et plus de 1 000 dialectes. La pauvreté est particulièrement sévère parmi les populations tribales. Ces groupes se reconnaissent eux-mêmes dans plus de 5 400 castes et tribus, et pratiquent cinq grandes religions. Les populations tribales de l'Inde sont officiellement enregistrées comme tribus répertoriées (TR), sur la base de caractéristiques culturelles et ethniques distinctes. Les membres des TR, au nombre de 104,3 millions selon le recensement de 2011, constituent approximativement 8,6% de la population de l'Inde. À la différence des castes répertoriées, dispersées dans l'ensemble du pays, les TR ont traditionnellement été concentrées dans des régions spécifiques du pays, typiquement des forêts, des collines et des paysages ondulés dans des zones inaccessibles. Elles ont, de ce fait, un accès réduit aux services de base, et moins de possibilités de développement économique. Le recul du taux de pauvreté est beaucoup plus lent pour les populations des TR que pour la population en général. Sur l'ensemble des populations des TR, approximativement 2,6 millions de personnes (2,5%) appartiennent aux groupes tribaux particulièrement vulnérables (GTPV). Cette classification est réservée aux communautés des TR les plus défavorisées. À l'heure actuelle, les 75 GTPV recensés sont répartis sur les 17 États indiens et les territoires de l'Union.
3. Le programme proposé – Autonomisation et amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha (OPELIP) – sera exécuté dans l'État d'Odisha, un des États où les GTPV sont les plus nombreux. L'Odisha est, en superficie, le huitième État indien, et il occupe le onzième rang en termes de population. Les taux de pauvreté des populations rurales sont deux fois plus élevés que ceux de leurs homologues urbains.
4. On trouve 62 TR dans l'Odisha, parmi lesquelles 13 GTPV, concentrés dans les Ghats orientaux et le plateau du Nord. Ces deux régions sont caractérisées par un

relief vallonné et accidenté, et par de fortes précipitations. Elles constituent, ensemble, la plus grande partie des zones forestières de l'État. Les GTPV vivant dans l'Odisha tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance de cultures itinérantes, d'une agriculture pluviale et de la collecte de produits forestiers non ligneux. Les paysans sans terre sont nombreux et les pratiques culturelles sont demeurées primitives, le riz pluvial et les millets constituant les principales cultures.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. La Constitution indienne comporte plusieurs dispositions visant à assurer une meilleure qualité de vie aux GTPV. Leur situation économique ne s'est toutefois pas améliorée. Pour tous les indicateurs de développement – sécurité alimentaire et nutritionnelle, alphabétisation et santé –, leur classement est médiocre. Étant donné qu'ils dépendent fortement d'une base de ressources naturelles complexe sur le plan écologique, ils sont aussi très vulnérables à la variabilité du climat et aux chocs climatiques. Du fait de la médiocrité des systèmes d'exploitation agricole et d'un manque de focalisation sur le développement de zones d'agriculture pluviale, les zones où vivent les GTPV ont souffert d'une dégradation généralisée des terres. Des efforts doivent donc être entrepris pour inverser cette spirale descendante de faible productivité et de déclin de la base de ressources.
6. Le Gouvernement indien a créé des "agences de microprojets" (AMP), chargées de fournir des services aux zones où vivent les 17 GTPV. Il manque encore, toutefois, un programme d'appui unifié et intégré, de haute intensité, qui serait confié à ces institutions et assorti d'objectifs et de calendriers bien définis. L'OPELIP répondra à ce besoin en tirant parti des évolutions institutionnelles déjà réalisées, et fournira aux GTPV une gamme de services s'inscrivant dans le cadre d'initiatives de développement adaptées à leur situation.
7. L'OPELIP s'appuiera sur l'expérience du Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales dans l'Orissa (OTELP), appuyé par le FIDA, et qui a démontré la réussite d'un programme intégré de développement dans les zones tribales. L'OTELP a mis en place des organes villageois et a associé les groupes tribaux à la planification et l'exécution de diverses initiatives de développement, en particulier en matière de développement des ressources naturelles. Encouragé par le succès de l'OTELP, le Gouvernement de l'Odisha a demandé au FIDA de reproduire cette approche à plus grande échelle dans les zones où vivent les GTPV. C'est la première fois qu'un partenaire externe du développement a été sollicité en vue d'interventions dans ces zones, les plus éloignées et difficiles de l'État.
8. Le programme est étroitement aligné sur les priorités et les stratégies du Gouvernement indien comme de celui de l'État d'Odisha, et il apportera un appui particulier à l'objectif de réalisation d'une "croissance plus rapide et plus inclusive". Il est compatible avec les initiatives d'autres donateurs, auxquelles il apportera un soutien, et s'intéressera directement aux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats approuvé par le FIDA. L'actuel COSOP axé sur les résultats, en vigueur depuis avril 2011, fait l'objet d'un examen annuel de la part du FIDA et du Gouvernement indien pour en garantir l'alignement complet sur les priorités et les politiques nationales.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Les interventions de l'OPELIP seront exécutées dans les zones couvertes par les 17 AMP, situées dans 12 districts de l'Odisha (Angul, Deogarh, Gajapati, Ganjam, Kalahandi, Kandhamal, Keojarh, Malkanagiri, Mayurbhanj, Nuapada, Rayagada, et

Sundergarh). Ces interventions couvriront 13 GTPV vivant dans quelque 1 019 villages et hameaux et 84 gram panchayats (les institutions locales autonomes au niveau des villages). Au total, le programme concernera 62 356 ménages.

10. Conformément à la politique du Fonds en matière de ciblage, l'OPELIP ciblera les groupes marginalisés: femmes, enfants, jeunes sans emploi, cultivateurs des zones de collines, personnes sans terre parmi les GTPV et autres populations tribales. Sur la base d'un ciblage géographique, il interviendra dans un nombre prédéfini d'AMP dans les gram panchayats. Certaines interventions du programme – planification du développement des villages et des institutions villageoises associées, et infrastructures telles que les routes rurales – apporteront des avantages à 100% de la population vivant dans ces gram panchayats. Afin de garantir un ciblage précis des groupes marginalisés, une stratégie de ciblage spécifique a été élaborée pour chacune des composantes.

B. Objectif de développement du programme

11. L'objectif d'ensemble de l'OPELIP est de parvenir à une amélioration des conditions de vie et à une réduction de la pauvreté des ménages composant le groupe cible. Il appuiera l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 32 090 ménages des GTPV, de 13 970 autres ménages des groupes tribaux, et de 10 810 autres ménages pauvres et appartenant aux 5 486 castes répertoriées. Pour atteindre ces objectifs, le programme prévoit de renforcer les capacités des ménages cibles, de garantir leurs droits sur la terre et la forêt, d'améliorer leurs pratiques agricoles en vue d'accroître leur production, de promouvoir des microentreprises génératrices de revenus permettant d'autres moyens de subsistance, de garantir leur accès à des services tels que l'éducation et la santé, et d'améliorer l'infrastructure communautaire. S'agissant de l'objectif d'autonomisation, le programme encouragera les groupes féminins d'autoassistance (GAA), organisera les comités villageois de développement (CVD) en vue de la planification et de l'exécution d'interventions du programme, et formera des personnes-ressources au sein des communautés pour la fourniture des services nécessaires en matière de production, de commercialisation et d'assistance juridique.

C. Composantes/résultats

12. Quatre composantes sont prévues dans le programme OPELIP: autonomisation des communautés; gestion des ressources naturelles (NRM) et amélioration des moyens de subsistance; infrastructure communautaire et réduction de la pénibilité du travail; et gestion du programme.
13. Composante 1: Autonomisation des communautés. L'autonomisation est le préalable essentiel au développement des GTPV. Elle sera abordée par le biais d'une série d'initiatives de renforcement des capacités, d'activités initiales et de la mobilisation d'organisations à assise communautaire. Cette composante inclut, par conséquent, deux sous-composantes:
 - i) Institutions communautaires. Promotion d'associations villageoises de développement (AVD) pour la planification et l'exécution, sur la base des besoins, d'activités communautaires couvrant la gestion des ressources naturelles; les services parajuridiques à assise communautaire; l'éducation, sur une base communautaire, en matière de santé, d'hygiène et de nutrition; et l'infrastructure communautaire. Il s'agira, parmi les principales activités:
 - a) de s'assurer les services de 17 ONG, appuyées par environ 360 personnes-ressources au sein des communautés; b) de former des formateurs et de renforcer les capacités de ces personnes-ressources; c) de mobiliser les CVD et de renforcer les capacités de leurs membres; d) d'exécuter, dans la totalité des 1 019 villages, des activités de démarrage

- déterminées par les CVD; et e) d'élaborer les plans villageois de développement (VDP) et de faciliter l'exécution, par les CVD, des activités recensées dans les VDP;
- ii) Renforcement des groupes d'autoassistance (GAA) et finance rurale. Promotion des GAA et des services de finance rurale pour permettre le développement social des membres des GAA, en accompagnant les groupes d'épargne et de crédit et en renforçant leurs capacités. Les principales interventions consisteront en la formation et le renforcement de 3 800 GAA; la formation de personnes-ressources au sein des communautés en matière de microfinance; la constitution de 84 forums au niveau de groupes de gram panchayats (GPLF); la mise à la disposition des GAA de fonds utiles aux pauvres et permettant de réduire leur vulnérabilité, et à celle des GPLF de fonds pour des investissements communautaires; et le pilotage de deux sociétés coopératives.
14. Composante 2: Gestion des ressources naturelles et amélioration des moyens de subsistance. Traditionnellement, les GTPV ont vécu plus profondément à l'intérieur des forêts que d'autres tribus répertoriées, et certains de ces GTPV, comme les Birhor et les Mankirdia, menaient jusqu'à une époque récente une existence nomade. Pour aider à la transition du statut de chasseurs-cueilleurs à celui de cultivateurs itinérants et, à plus long terme, de cultivateurs sédentaires, cette composante comprendra trois sous-composantes:
- i) Gestion des ressources naturelles. Les principales interventions prendront la forme: a) de services d'une ONG spécialisée dans les études cadastrales et l'attribution de titres de propriété aux GTPV; b) du traitement de 20 000 hectares de terres arables et de la construction de 900 structures d'irrigation; c) du renforcement des capacités de 18 000 paysans en matière de développement des cultures et d'horticulture; et d) d'un appui au développement, dans tous les villages, de l'horticulture et des cultures vivrières, et notamment céréales, oléagineux, légumineuses et tubercules.
- ii) Sécurité alimentaire et nutritionnelle. On prévoit, à ce titre: a) la formation des écoliers et des membres des GAA en matière de malnutrition, d'aliments nutritifs disponibles sur le plan local, de préparation d'aliments nutritifs utilisant des matériaux locaux, d'assainissement et d'alcoolisme; b) une focalisation sur les cultures vivrières locales traditionnelles; c) des interventions fortement axées sur la nutrition – jardins potagers, élevage d'animaux de basse-cour (volaille et chèvres); et d) promotion de "convergences" pour combler les lacunes en matière de disponibilités alimentaires, de santé, d'eau et d'assainissement.
- iii) Amélioration des moyens de subsistance. Le programme appuiera: a) le choix et la formation de prestataires de services communautaires (CSP); b) la production des ménages; c) l'accès au marché pour les collectifs de producteurs; d) la commercialisation des produits forestiers non ligneux; et e) la formation professionnelle et le renforcement de la culture et des traditions des GTPV.
15. Composante 3: Infrastructure communautaire et réduction de la pénibilité du travail. Les villages des GTPV sont caractérisés par un habitat médiocre, un accès réduit ou inexistant à l'eau potable tout au long de l'année, l'absence d'installations d'assainissement, un accès réduit ou inexistant à l'électricité, et une infrastructure routière limitée ou inexistante. Certains villages, dans la zone du programme, n'ont pas d'écoles; là où elles existent, les écoles sont délabrées et ne disposent ni de l'eau potable ni d'installations d'assainissement. Dans de nombreux villages, il n'y a, dans les établissements, ni routes revêtues, ni systèmes de drainage, et les enfants jouent dans des conditions d'hygiène extrêmement

réduites, spécialement pendant la saison des pluies. Bien que les produits forestiers non ligneux constituent une source majeure de moyens de subsistance pour les GTPV, il n'existe pas de plateformes pour le séchage et le tri de ces produits, ou pour l'entreposage qui faciliterait une commercialisation collective. Deux sous-composantes, décrites ci-après, viseront à résoudre ces problèmes.

- i) Infrastructure communautaire. Le programme appuiera la construction:
 - a) de 300 systèmes d'approvisionnement en eau potable et de 542 latrines scolaires; b) de 4 000 unités d'habitation, avec un aménagement de l'habitat; c) de 500 km de routes et de 50 km de lignes électriques; et d) d'infrastructures pour 542 aires de séchage, 84 aires de marché, 250 centres de regroupement et 250 hangars pour les GAA. Il fournira des motoculteurs, 2 000 pompes d'irrigation et 84 pompes Hydram. Le fonctionnement et la maintenance de ces installations seront assurés par l'intermédiaire des CVD, et des villageois volontaires recevront une formation de mécaniciens communautaires.
 - ii) Réduction de la pénibilité du travail. Au titre de cette sous-composante, le programme appuiera: a) la construction de 35 000 fourneaux à bois ne produisant pas de fumée; b) l'installation de 20 000 lanternes solaires; c) la maintenance des réserves de bois de feu dans 540 villages; et d) la construction de 84 unités d'usinage pour le décorticage du riz, du millet, etc.
16. Composante 4: Gestion du programme. Cette composante comportera trois sous-composantes: i) une unité de gestion du programme (UGP) sera établie, sous la direction de l'agent principal du programme; ii) le programme renforcera les 17 AMP existantes, en termes d'effectifs et d'installations; et iii) une unité chargée du suivi-évaluation (S&E) et de la gestion des savoirs sera créée au sein de l'UGP. Le programme s'attachera à renforcer les systèmes existants au sein des AMP plutôt que de créer des systèmes parallèles.
17. Les principaux résultats attendus de l'OPELIP sont notamment les suivants: 1 019 CVD sont organisés et fonctionnels; 3 800 GAA et 84 GPLF sont organisés et fonctionnels; l'endettement rural est réduit d'au moins 50%; 100% des ménages des GTPV disposent de titres de propriété pour l'exploitation rurale, et 75% d'entre eux des titres de propriété de la terre; 43 000 ménages bénéficient de mesures de traitement et de gestion de la terre et de l'eau; 19 000 ménages ont accès à l'irrigation et un nombre à peu près égal de ménages cultivent des arbres fruitiers et des plantes à épices; 31 000 ménages accroissent leur production de céréales, de millet, de légumineuses et d'oléagineux; 9 000 ménages entreprennent une activité génératrice de revenus; tous les ménages ont accès à l'approvisionnement en eau, et sont reliés aux marchés et aux routes; et 32 000 ménages des GTPV possèdent des jardins potagers et des fourneaux à bois ne produisant pas de fumée, et ont accès aux réserves communautaires de bois de feu.

III. Exécution du programme

A. Approche

18. L'OPELIP a été conçu de manière à suivre l'approche réussie de planification ascendante qui avait été celle de l'OTELP. Le succès de l'OTELP a été attribué au fait que les populations tribales s'étaient approprié le processus d'exécution. Plaçant les institutions communautaires locales au cœur du programme, la nouvelle conception met l'accent sur la reproduction à plus grande échelle des activités déjà expérimentées dans l'Odisha, et qui s'y sont avérées réussies. Le programme adoptera une approche intégrée comportant un meilleur accès à la terre, aux ressources naturelles, aux technologies agricoles, aux services financiers, aux marchés, à l'infrastructure productive et sociale, et aux services sociaux essentiels. L'autonomisation des femmes sera intégrée à toutes les activités. Compte tenu de

l'extrême gravité de la malnutrition dans les villages où vivent les GTPV, la conception a également introduit dans toutes les composantes, à titre pilote, une approche visant à l'intégration d'activités agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels.

B. Cadre organisationnel

19. À l'échelon national, le Département des affaires économiques du Ministère des finances sera l'organe central pour l'exécution du programme. Le Ministère des affaires tribales (MoTA) contribuera à la définition des orientations générales.
20. À l'échelon de l'État, le Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées (STSCDD) sera l'agent principal du programme. Les orientations générales seront fournies par l'intermédiaire d'un comité de pilotage du programme sous la direction du Secrétaire principal. Une UGP, établie au sein du STSCDD, sera chargée de la gestion quotidienne du programme et des fonctions en rapport avec la planification, les flux de trésorerie, le S&E, l'intégration des questions de parité hommes-femmes, la concertation sur les politiques et la gestion des savoirs.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. Planification. Le programme suivra le processus de planification entrepris par les différentes AMP, en prenant en considération les objectifs et les fins spécifiques de l'OPELIP. Un projet de plan de travail et budget annuel (PTBA) sera élaboré par l'UGP, regroupant tous les microplans, en consultation avec les différentes AMP concernées et les ONG partenaires.
22. Suivi-évaluation. Le système de S&E mesurera les progrès et la performance, et constituera un outil d'apprentissage et de prise de décisions à divers échelons. L'UGP mettra en place une unité de S&E, qui apportera un appui aux unités chargées de l'exécution du programme sur le terrain et aux ONG partenaires en matière de suivi des progrès réalisés. L'unité de S&E observera également les résultats et les impacts du programme en procédant, entre autres, à des enquêtes annuelles sur les résultats et en appliquant le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), conformément aux directives du FIDA. Les rapports semestriels et annuels contiendront aussi des sections consacrées à l'analyse, à l'interprétation et aux recommandations découlant du suivi du processus, aux enseignements tirés et aux meilleures pratiques.
23. Apprentissage et gestion des savoirs. L'information produite par le programme sera diffusée par le biais des sites web du FIDA, de bulletins d'information, de rapports thématiques et d'activités d'apprentissage. Le programme élaborera une stratégie de gestion des savoirs et des plans d'actions appropriés. La gestion des savoirs servira d'outil pour l'apprentissage interne par les parties prenantes au programme, comme le personnel des divers organismes d'exécution, et les villageois et paysans participants, aussi bien les femmes que les hommes. Les activités comprendront des réunions périodiques d'examen à l'échelon des villages/groupes de villages, des AMP et de l'État, et la production de produits du savoir tels que des bulletins d'information (en langues locales), exposés, matériel didactique, manuels techniques, brochures, affiches, vidéos, etc.
24. L'OPELIP aura également recours à des systèmes audio et vidéo pour diffuser l'information de paysan à paysan et de village à village. Il s'appuiera sur la culture et les pratiques d'OTELP en matière de gestion des savoirs, et sur le programme de l'organisation Digital Green pour amplifier le savoir en vue de la transformation de la communauté, grâce à une combinaison de la technologie et des organisations sociales.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

25. Gestion financière. L'OPELIP prolongera l'expérience du programme OTELP en cours. Pendant l'exécution, l'UGP consolidera le PTBA, et notamment le plan d'action annuel pour la conservation combinée au développement¹ (CCD) de microprojets, et soumettra le PTBA consolidé à l'approbation du comité de gestion du programme. La comptabilité financière de l'OPELIP sera effectuée, à tous les niveaux, grâce à un logiciel comptable. Ce logiciel sera adapté en vue de la production de rapports financiers pour les gouvernements, au niveau du pays et de l'État, et pour le FIDA, en réponse à des exigences spécifiques. Après le démarrage du programme, l'UGP conclura un accord subordonné avec chacune des AMP. Chaque AMP soumettra un rapport mensuel d'activité à l'UGP, par voie électronique. De solides procédures de contrôle interne seront introduites, avec notamment une séparation adéquate des fonctions, spécialement au niveau des AMP. Des procédures détaillées concernant l'enregistrement, la gestion et la sauvegarde des immobilisations seront énoncées dans le manuel d'exécution du programme. Le recrutement d'un auditeur interne permettra le suivi et l'examen en continu des systèmes et procédures financiers.
26. Flux de fonds. Le financement accordé au programme par le FIDA sera mis à disposition à travers un compte désigné alimenté par une avance (compte désigné), libellé en dollars des États-Unis et ouvert auprès de la Banque de réserve de l'Inde. Le Contrôleur, Service aide, comptes et audit, du Département des affaires économiques (Ministère des finances, Gouvernement indien), administrera le compte désigné. Les fonds seront transférés depuis le STSCDD vers le compte bancaire de l'UGP, sous forme de fonds permanents en une ou deux tranches, et les fonds de l'UGP seront ensuite transférés aux AMP sous forme de subventions. La part des fonds du FIDA remboursée au Gouvernement de l'Odisha parviendra à ce gouvernement à travers les procédures nationales prescrites en matière d'appui budgétaire aux gouvernements des États. L'UGP déblocuera les fonds destinés aux microprojets sur la base du PTBA approuvé pour l'exécution des activités du programme. L'UGP ouvrira un compte distinct auprès d'une banque mutuellement acceptable pour le FIDA et le STSCDD. Chaque AMP ouvrira un compte bancaire distinct, dans n'importe quelle banque mutuellement acceptable pour le Gouvernement de l'Odisha et le FIDA, pour recevoir les fonds de l'UGP et pour effectuer les dépenses admissibles.
27. Audit. Les modalités de la vérification externe des comptes de l'OPELIP comportent deux niveaux: i) audit externe indépendant; et ii) audit de conformité et de performance par le Bureau du Contrôleur et de l'Auditeur général (CAG) de l'Inde. Étant donné que l'UGP de l'OPELIP fera partie du STSCDD, le CAG conduira l'audit de conformité et de performance du département, en plus de l'audit externe indépendant.
28. Passation des marchés. Les marchés relatifs aux biens, travaux et services financés grâce aux fonds fournis ou administrés par le FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière ainsi qu'au Manuel de passation des marchés de 2010. Les marchés seront passés conformément à un plan récapitulatif de passation des marchés soumis par l'UGP et approuvé par le comité de gestion du programme et le FIDA.
29. Gouvernance. Un cadre intégré de bonne gouvernance a été élaboré en vue de garantir: i) la transparence de l'information dans le domaine public; ii) la responsabilité dans l'utilisation des ressources; et iii) la participation des communautés aux décisions susceptibles de les affecter. La participation des communautés concernées à toutes les étapes de l'exécution du programme peut, en même temps, améliorer le développement de résultats et réduire les possibilités

¹ Repris du Plan "Conservation combinée au développement pour les GTPV" (Ministère des affaires tribales, Gouvernement indien).

de fraude et de corruption. Ce cadre de gouvernance a pour caractéristiques principales, entre autres, l'emploi d'un système de gestion financière informatisé; la création d'un mécanisme de réclamations et de recours; la rotation des chefs d'équipe au sein des CVD, des GAA et des GPLF, et l'audit social des comptes de programme de ces groupes; et les missions périodiques d'appui à l'exécution et de supervision conduites par le FIDA.

E. Supervision

30. L'OPELIP sera directement supervisé par le FIDA. Au cours de la phase de démarrage du programme, le FIDA participera à l'atelier préparatoire et prendra part aux débats sur l'approche et la stratégie du programme. Il effectuera des missions annuelles de supervision sur le terrain, qui feront le point sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs matériels, la conformité avec les responsabilités fiduciaires et le suivi des recommandations de l'audit, et aboutiront à un accord sur les mesures à prendre pour améliorer encore les progrès et la performance. Les représentants du Gouvernement de l'Odisha participeront à ces missions de supervision. Le FIDA effectuera également des missions d'appui à l'exécution sur des questions techniques spécifiques.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

31. Le coût total du programme est estimé à 7 954,15 millions de roupies indiennes (INR) (130,39 millions d'USD), y compris les provisions pour aléas (6,30 millions d'USD), sur une période de huit ans. Les hypothèses clés utilisées pour l'estimation du coût du programme sont notamment les suivantes: i) aléas financiers estimés à 5% et appliqués à tous les postes, sauf pour les catégories dons et subventions et pour les traitements du personnel financés par le FIDA; ii) taux de change de 61 INR pour 1 USD; iii) droits et taxes de 5% sur les dépenses de formation, de personnel et de fonctionnement, de 15% sur les contrats des prestataires de services et les travaux de génie civil, et de 10% sur les biens et le matériel; iv) tous les coûts unitaires en unité de monnaie locale (par exemple, INR); et v) taxes exclues du financement par le FIDA.

Tableau 1
Coûts indicatifs du programme par composante et par financeur
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Emprunteur/ contrepartie</i>	<i>FIDA</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Total</i>
1. Autonomisation des communautés				
Institutions communautaires	6 449	9 653	-	16 102
Renforcement des GAA et de la finance rurale	602	5 654	-	6 256
Sous-total Autonomisation des communautés	7 051	15 307	-	22 357
2. Gestion des ressources naturelles et amélioration des moyens de subsistance				
Gestion des ressources naturelles	13 718	8 584	2 116	24 418
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	961	4 574	-	5 534
Amélioration des moyens de subsistance	1 313	7 565	559	9 437
Sous-total Gestion des ressources naturelles et amélioration des moyens de subsistance	15 991	20 723	2 676	39 390
3. Infrastructure communautaire et réduction de la pénibilité du travail				
Infrastructure communautaire	40 641	1 126	69	41 836
Réduction de la pénibilité du travail	826	4 333	257	5 416
Sous-total Infrastructure communautaire et réduction de la pénibilité du travail	41 467	5 459	327	47 253
4. Gestion du programme				
Unité de gestion du programme	1 861	2 547	-	4 408
Unité agence de microprojets	9 615	6 369	-	15 984
S&E et gestion des savoirs	201	803	-	1 004
Sous-total Gestion du programme	11 677	9 719	-	21 396
Coût total	76 185	51 209	3 002	130 396

B. Financement du programme

32. Le programme sera financé grâce à un prêt du FIDA et au financement de contrepartie octroyé par le Gouvernement de l'Odisha et prélevé sur les ressources budgétaires de l'État, sur des fonds disponibles au titre de l'article 275 1), Assistance centrale spéciale au plan subsidiaire pour les populations tribales, sur le fonds du plan d'action pour la CCD, et grâce aux contributions des bénéficiaires. Le FIDA accordera un prêt d'environ 51,20 millions d'USD. Le financement du gouvernement s'élèvera à 76,18 millions d'USD, y compris les dépenses de personnel, les dépenses de fonctionnement et l'allocation budgétaire annuelle pour le développement des GTPV et autres TR. La contribution en nature des bénéficiaires, en équivalent travail, devrait s'élever à 3,00 millions d'USD.

Tableau 2
Coûts indicatifs du programme par catégorie de dépenses et par financeur
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Emprunteur/ Contrepartie</i>	<i>%</i>	<i>FIDA</i>	<i>%</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>%</i>	<i>Total</i>
1. Travaux de génie civil	47 043	84,9	7 131	12,9	1 246	2,2	55 420
2. Formation ^a	2 423	16,4	11 761	79,8	559	3,8	14 744
3. Biens, services et intrants	15 978	43,9	19 187	52,8	1 197	3,3	36 362
4. Dons	-	-	7 149	00,0	-	-	7 149
5. Dépenses de fonctionnement ^b	10 741	64,2	5 981	35,8	-	-	16 721
Coût total du programme	76 185	58,4	51 209	39,3	3 002	2,3	130 396

^a Formation et renforcement des capacités.

^b Y compris les traitements du personnel.

33. Financement rétroactif. Afin d'assurer un démarrage harmonieux de l'OPELIP, il est proposé de procéder, à partir d'avril 2014 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, à des activités préparatoires en rapport avec la composante gestion des ressources naturelles et moyens de subsistance, à certaines dépenses de personnel, et à la préparation d'une enquête de référence et de manuels. En conséquence, et à titre d'exception aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, il est recommandé d'approuver un financement rétroactif du FIDA pour des dépenses d'un montant total de 406 240 USD. Les dépenses proposées entreront dans deux catégories: i) biens, services et intrants; et ii) formation et renforcement des capacités (tableau 3). Les dépenses encourues seront remboursées à l'emprunteur après l'entrée en vigueur du programme.

Tableau 3

Financement rétroactif indicatif, par composante, catégorie de dépenses et financeur
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>Ventilation par catégorie de décaissement</i>	<i>Dépense estimée</i>	<i>Montant à rembourser par le FIDA</i>
1. Autonomisation des communautés			
Salaires des ouvriers polyvalents	Biens, services et intrants	72 000	36 000
2. Gestion des ressources naturelles et amélioration des moyens de subsistance			
Contrat de services avec une organisation rurale	Formation et renforcement des capacités	320 000	256 000
4. Gestion du programme			
Enquête de référence	Formation et renforcement des capacités	134 400	107 520
Préparation du manuel financier	Formation et renforcement des capacités	8 400	6 720
Total		534 800	406 240

C. Résumé des avantages et analyse économique

34. Les investissements du programme ont un taux global de rentabilité interne de 23%, avec une valeur actuelle nette de 7 840 millions d'INR et un ratio coût-avantages de 1,85. Le programme demeure viable même si les coûts augmentent et/ou les avantages diminuent de 25%. L'analyse sur un modèle d'exploitation agricole montre une augmentation significative de la production alimentaire, passant de 510 à 1 020 kilos par ménage et un accroissement des revenus nets, multipliés plusieurs fois par rapport aux niveaux existants.
35. Au total, 62 356 ménages (dont 32 090 appartenant aux GTPV, 13 970 autres ménages membres des TR, 5 486 ménages membres des castes répertoriées et 10 810 autres ménages) bénéficieront directement du programme.
36. Les avantages immédiats de l'OPELIP sont notamment les suivants: i) productivité accrue grâce à l'introduction de meilleures pratiques de gestion et à des pratiques agricoles améliorées; ii) réduction de l'érosion du sol; iii) réduction du ruissellement et augmentation de l'infiltration; iv) accroissement de la teneur en matières organiques du sol; v) renforcement de la cohésion sociale entre les communautés faisant partie du groupe cible, grâce à une interaction accrue avec les AVD et les GAA; vi) sécurité foncière résultant de la reconnaissance des droits d'usufruit des GTPV et de la restauration des terres aliénées; et vii) plus grande reconnaissance et participation accrue des femmes.

D. Durabilité

37. Le relevé cadastral et l'allocation des terres, accompagnés de l'attribution de titres de propriété aux membres des GTPV, devraient susciter des améliorations durables de l'utilisation des terres et de la productivité d'ensemble. La qualité des produits

sera assurée grâce à la mise à disposition, par le programme, de semences et de plants de semis de qualité, et par le renforcement des capacités. Au cours des premières années, la commercialisation pourrait constituer un obstacle, mais il sera surmonté par les opérations de collectifs de producteurs et par la mise en place d'une infrastructure de marché, compte tenu de la demande croissante de produits en provenance de la zone du programme. La capacité accrue des groupes cibles d'entreprendre des cultures intercalaires et d'autres petites activités, grâce à l'appui du programme, améliorera la durabilité des moyens de subsistance.

38. Le programme contribuera à la durabilité de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. La plantation d'arbres fruitiers dans les zones où se pratique actuellement une agriculture itinérante contribuera à protéger les sols et à accroître la productivité. Les arbres fruitiers et les plantes à épices apporteront aux membres des GTPV et à d'autres membres des TR une source de revenus régulière et plus fiable, et réduira la tentation d'empiéter sur les terres forestières. En outre, les participants au programme bénéficieront d'une formation technique aux bonnes pratiques agricoles, à une meilleure gestion de la fertilité et de la santé du sol, aux techniques de restauration des écosystèmes, à la plantation en courbes de niveau pour réduire l'érosion, et à l'agriculture biologique.

E. Identification et atténuation des risques

39. Comme le montre de manière détaillée le cadre logique, un certain nombre de risques sont associés au programme. Au niveau du but, le risque d'un manque d'appui de la part du gouvernement est réduit par l'engagement pris par le gouvernement de poursuivre les programmes de développement des zones tribales et d'y accroître les investissements. Au niveau de l'objectif de développement, le risque d'instabilité sociale trouve une réponse dans l'encouragement et le soutien apportés aux autorités locales et aux institutions communautaires pour la formation d'une coalition facilitant la stabilité et la croissance économique. Le risque constitué par un contexte institutionnel complexe et délicat, lié à l'existence des 17 AMP, sera réduit par la présence de personnel supplémentaire qualifié et par des mesures d'incitation du personnel. Au niveau des produits, le risque de voir la production agricole affectée par l'évolution des régimes climatiques sera réduit par un certain nombre de mesures visant à atténuer l'effet du changement climatique. D'autres mesures d'atténuation du risque sont possibles: i) promouvoir les interventions avantageuses pour les GTPV; ii) renforcer les moyens de communication pour améliorer l'accès aux marchés et aux services; et iii) faire en sorte que les communautés participent à la planification et l'exécution du programme, pour s'assurer de leur appui au programme et les mettre à l'abri de l'instabilité politique.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. L'OPELIP s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et appuie les deux objectifs stratégiques du COSOP axé sur les résultats du FIDA pour l'Inde. Le programme s'adresse également à l'un des principaux groupes cibles cités dans le COSOP – les groupes tribaux autochtones. La conception du programme respecte les politiques du FIDA en matière de pauvreté, de ciblage et d'égalité hommes-femmes, de peuples autochtones, de changement climatique, de reproduction à plus grande échelle, de bonne gouvernance et d'environnement. Le programme a été classé en catégorie B; aucune évaluation environnementale supplémentaire n'est donc requise.

B. Alignement et harmonisation

41. Le gouvernement de l'État a participé activement à la formulation et à la préévaluation de l'OPELIP. Le programme prend pour base le succès de l'OTELP ainsi que les enseignements tirés d'autres projets appuyés par le FIDA en Inde.

L'OPELIP est aligné sur le COSOP 2010-2015 pour l'Inde, et il est compatible avec d'autres initiatives du gouvernement de l'État, auxquelles il apportera un soutien. Il est aussi compatible avec les stratégies et les politiques adoptées par les Gouvernements de l'Inde et de l'Odisha en vue du développement des communautés tribales et vulnérables. Le but et l'objectif du programme sont alignés sur l'objectif d'une "croissance plus rapide et plus inclusive" adopté par les Gouvernements de l'Inde et de l'Odisha.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. L'OPELIP représente une reproduction à plus grande échelle des interventions réussies de l'OTELP, et on prévoit que l'OPELIP, à son tour, sera plus tard reproduit à plus grande échelle. Cette intervention de développement ciblant les GTPV étant la première à bénéficier d'un financement externe, elle offre l'occasion d'affiner un modèle pour les zones où vivent les GTPV, et pouvant par la suite être reproduit à plus grande échelle dans les zones équivalentes d'autres États, comme le Jharkhand et le Chattisgarh, où résident d'importantes populations appartenant aux GTPV.
43. L'OPELIP entreprendra périodiquement des études de cas portant sur les innovations et sur les réussites exemplaires, et en rendra compte dans les rapports annuels d'activité et dans les bulletins nationaux d'information en Inde.

D. Participation à l'élaboration des politiques

44. La participation du programme à l'élaboration des politiques appuiera les efforts déployés par le Gouvernement de l'Odisha pour répondre à un certain nombre de questions tenant aux grandes orientations relatives au développement des populations tribales. Le programme apportera également un financement pour des études sur des problèmes clés relevant des pouvoirs publics et pour la diffusion de leurs résultats, et entreprendra une concertation avec les autorités de l'État sur d'autres questions, non encore résolues, relevant de l'action des pouvoirs publics.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
46. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à trente-six millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (36 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme"

(Negotiations concluded on 10 March 2015 in Delhi, India)

Loan Number:

Programme Title: Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP) ("the Programme")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) The Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups (PTG) Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP) described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) The Programme shall be carried out through the State of Odisha (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Programme Agreement").

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E paragraph 3 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is SDR 36 400 000.
2. The Loan is granted on blend terms, maturity period of 25 years with a grace period of 5 years, interest rate at 1.25% and a service fee of 0.75%.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1st of April.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.
6. There shall be an account denominated in USD designated to receive up to USD 3 million (Authorised Allocation) from the Loan Account which shall be opened with the Reserve Bank of India and shall be administered by Ministry of Finance, Government of India (Designated Account).
7. There shall be a Programme Account denominated in local currency opened and operated by the Programme Management Unit (PMU), which shall be maintained in a bank mutually acceptable to the Fund and the State Government.
8. There shall be Sub-Programme Accounts denominated in local currency opened and operated by each of the Micro Project Agencies (MPAs), as described in Schedule 1 hereto, which shall be maintained in a bank mutually acceptable to the Fund and the State Government.
9. The Borrower shall cause the State to provide an amount of approximately USD 15.32 million equivalents as counterpart financing for the Programme. The Borrower, in cooperation with the State, shall strive to undertake proactive measures/policies for convergence of other Government schemes and contributions from beneficiaries in an amount of approximately USD 60.86 million equivalents to achieve the design projections. This will include funds (estimated to be USD 36.79 million) that will flow from Ministry of Tribal Affairs, Government of India to the State (under Conservation cum Development, Special Central Assistance to Tribal Sub Plan and Article 275 (1) of the Indian Constitution) which the State Government shall make available for spending in the Programme Area.

Section C

1. At national level the Department of Economic Affairs, Ministry of Finance of the Borrower, will be the nodal agency for the Programme and the Ministry of Tribal Affairs (MoTA) of the Borrower will be involved for overall policy guidance. The Lead Programme Agency at the State level shall be the Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development, Minorities and Backward Classes Welfare Department (STSCDD), Government of Odisha.
2. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) MPAs;
 - (b) NGOs including Livelihood Resource Agencies; and
 - (c) Any other stakeholder identified by the PMU in agreement with the Fund.
3. The Programme Completion Date shall be the eight anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Programme Implementation Manual (PIM) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation; and
- (b) The State Government has taken any action to dissolve or liquidate any of the MPAs during the implementation of OPELIP, without the prior consent of the Fund.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal, as well as additional conditions for eligibility of expenditures under IFAD financing:

- (a) The State Level Programme Steering Committee (PSC) with representations from key line departments, District Collectors of programme districts, Banks and independent resource persons shall have been duly established.
- (b) The State level Programme Management Committee (PMC) and the PMU shall have been duly established.
- (c) A Programme Director (PD) shall have been duly appointed on deputation basis.
- (d) Key programme and finance staff shall have been duly appointed at PMU and at each of the MPA level.
- (e) The Programme Account and Sub-Programme Accounts shall have been duly opened by the PMU and by each of the MPA respectively.
- (f) The Programme Agreement, in form and substance acceptable to the Fund, shall have been duly concluded between the Fund and the State of Odisha.
- (g) A PIM shall have been prepared and approved by the Programme Management Committee and the Fund.

3. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:

- (a) As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 406,240 incurred after the 1st April 2014 but before the date of entry into force of this Agreement for financing some of the preparatory activities like baseline survey, land survey for providing title to the lands, preparation of finance manual and some staff costs under Goods, Services and Inputs Category and Training and Capacity Building Category, may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement,

if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Programme Implementation Period.

- (b) As an exception to Section 7.05(a) of the General Conditions, the procurement of goods, works and services under the Programme financed from resources provided or administered by IFAD will be undertaken in accordance with IFAD's Procurement Guidelines and Handbook (September 2010), as amended from time to time.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Secretary to the Government of India
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block
New Delhi 110001, India

Facsimile: +91 11 2309 4075

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Facsimile: +39 06 5459 3463

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the State and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Target Population. The Programme will be implemented in 17 MPAs areas located in twelve districts of Odisha namely Malkanagiri, Rayagada, Angul, Deogarh, Ganjam, Nuapada, Keojarh, Sundergarh, Gajapati, Kandhamal, Kalahandi and Mayurbhanj covering 13 Particularly Vulnerable Tribal Groups (PTGs) living in some 1,019 villages and hamlets and 84 Gram Panchayats (GPs) ("Programme Area"). Overall, the Programme will cover approximately 62,356 households, including PTGs and other Schedules Tribes (ST) and Schedules Caste (SC) households.

2. Goal. The overall goal of the Programme is to achieve enhanced living conditions and reduced poverty of the target group households.

3. Objective. The objective of the Programme is to enable improved livelihoods and food and nutrition security primarily for 32,090 PTGs households, 14,000 other tribal households and 16,356 other poor and SC households. This in turn will be achieved via building the capacity of the target households, securing them their entitlements over land and forest, improving their agricultural practices for enhanced production, promoting income-generating micro-enterprises for alternate livelihoods and ensuring access to education, health and other services and improving community infrastructure to adapt expanded and sustainable livelihood opportunities to the hill environment and to the effects of climate change.

4. Components. The Programme shall consist of the following Components:

4.1 Component 1: Community Empowerment.

This component has two subcomponents:

- (a) Community institutional development. Major activities under this sub-component will include: (i) the engaging of the services of 17 Non-Governmental Organizations (NGOs) supported by about 360 community resource persons (CRPs) each CRP being responsible for two or more natural villages; (ii) Training of Trainers (ToT) through a Specialist NGO and capacity building of CRPs; (iii) mobilization of Village Development Associations (VDAs) and building capacity of VDA members and subsequent establishment of Village Development Committees (VDCs); (iv) implementation of entry point activities in all 1019 villages, as identified by the VDCs; and (v) preparation of village development plans (VDPs) and facilitation of VDCs to implement activities identified in the VDPs.
- (b) Promotion of women Self Help Groups (SHGs) and Rural finance. Key interventions under this sub-component will include formation and strengthening of 3,800 SHGs, training of CRPs, formation of 84 Gram Panchayat level Federations (GPLFs), provision of pro-poor funds and vulnerability reduction funds to SHGs and community investment funds to the GPLF in compliance with NRLM norms, and piloting two cooperative societies. The feasibility study for setting up community-owned cluster level cooperatives will be taken up during PY3. The Programme will implement all activities related to SHG led savings and credit using systems and processes that are compliant with National Rural Livelihood Mission (NRLM). MPAs will be authorised to implement NRLM activities largely using Programme funds to

avoid duplication of efforts between NRLM Society and MPAs in the Programme Area.

4.2 Component 2. Natural Resource management and Livelihood Improvement.

This component has three sub-components:

- (a) Natural resource Management. Key interventions under this sub-component will include: (i) engaging the services of the specialist NGO for land surveys and issuing of land rights titles to PTGs; (ii) treatment of 20,000 ha of arable land, construction of some 900 irrigation structures (such as diversion of run-off of the streams); (iii) building the capacity of some 18,000 farmers in crop development and horticulture; and (iv) support to horticulture development, cereal food crops including oilseeds, pulses and tubers in all programme villages.
- (b) Food and Nutrition Security. Under this subcomponent, the Programme will promote: (i) food and nutrition security and productivity enhancement by identifying local varieties that add value to nutritional basket and also identify new crops suitable locally, develop seed banks, train farmers and CRPs, undertake demonstrations of more productive farming systems, provide improved farm tools, including power tillers, establish vegetable and fruit tree nurseries and introduce new and innovative farming techniques such as system of root intensification (SRI); (ii) diversification of the farming system of PTGs to include fruits and vegetables as well as traditional cereals, such as sorghum or millets, or bio-fortified crops that have been bred for higher nutrient values; (iii) provision of technical advice and education on processing and storage and on health and nutrition (including food safety, home preservation and preparation); and (iv) milling and hulling activities as one of the IGA specifically with regard to traditional crops that are being neglected to facilitate use of fortification to combat malnutrition and also value-addition.

For disseminating information and technology among the farmers and improving agricultural extension services, farmers will be organised into farmer field schools (FFS) with about 15 to 20 members in each FFS.

- (c) Livelihoods Improvement. Under this subcomponent, the Programme will support: (i) selection and training of community service providers (CSP); (ii) household production support – such as expansion of kitchen gardens with their produce for markets, backyard poultry, goat rearing and income generating activities; (iii) support for producer collectives - aggregation, value addition and market linkage; (iv) support for Non timber Forest Products (NTFP) marketing; and (v) vocational training and strengthening PTG culture and traditions

4.3 Component 3. Community Infrastructure and Drudgery reduction.

This component has two sub-components: (a) community infrastructure, and (b) drudgery reducing interventions. The State will strive to converge with on-going National and State programmes for financing the first subcomponent. The second sub-component on drudgery reduction will be financed by IFAD.

- (a) Community infrastructure. Under this subcomponent, the Programme will strive to support construction of: (i) some 300 drinking water schemes and some 542 school toilets; (ii) 4,000 housing units and habitat development; (iii) 500 km of road connectivity and 50 km of electrification; (iv)

infrastructure for 542 drying yards, 84 market yards, 250 aggregation centres, 250 SHG work-sheds; and (v) provision of power-tiller units and 2,000 irrigation pump-sets and 84 hydram units based on the requirements and felt needs identified during the participatory micro planning process. O&M of these facilities will be through a committee of the VDA and the village volunteers will be trained as community mechanics.

- (b) Drudgery reducing interventions: The Programme will expedite access to land tenure rights under the Forest Rights Act (FRA) both for house-building and the community and natural resource regeneration to protect water and fuel-wood sources, and protecting biodiversity on and off-farm. Creating access to drinking water, providing smokeless cook-stoves, creating fuel-wood reserves and promoting home-based nutrition gardens will also be good and community-acceptable entry point activities to reduce drudgery. In addition, the Programme will also provide facilities for improved storage of food grains through household storage bins and improved housing and solar home lighting. Reduced drudgery can also be achieved through improvements in hauling, threshing, hulling, and milling of food grains. Small scale processing units can enable women to spend more time on productive activities, and in preparing nutritious foods such as millet.

4.4. Component 4: Programme Management.

The Programme Management component will have three sub-components:

- (a) Programme Management Unit (PMU) at the State level. For the overall management of the Programme a PMU will be established in Bhubaneswar under the STSCDD. The establishment of the PMU will be notified through the issuance of a Government Order. The PMU will be headed by a full time Programme Director (PD) from the government on deputation basis, who will report to the Commissioner and Secretary, STSCDD and work closely with the Additional Secretary STSCDD and Director, Tribal Research Institute, Bhubaneswar. The PD will be overall responsible for the management of the Programme and fostering support and convergence with key departments.
- (b) Management structure at MPA level. The Programme will be implemented in the field through the existing MPAs with the respective Special Officer, who will be the regular Government Officer. A Government Order will be issued notifying that the Special Officer, MPA, will be in charge of the implementation of the Programme at the Micro Project level covering all villages within the GPs being serviced using an inclusive approach. The Special Officer will be responsible for the implementation of the Programme with a tenure of at least three continuous years in his/her MPA.
- (c) Programme Monitoring and Evaluation (M&E) and Knowledge Management (KM). The Programme will make provisions for conducting baseline surveys, annual outcome surveys, midterm review surveys, RIMS surveys, special studies, concurrent monitoring etc. Monitoring and evaluation functions will be handled by the M&E team and the KM functions by the Manager-Communications within the PMU under the guidance of the PD.

II. Implementation Arrangements

A. Coordination

1. Coordination at the highest level will be provided by a Programme Steering Committee (PSC). The PSC will be established to support the Programme, under the chairmanship of the Chief Secretary (or alternate), Government of Odisha, with representations from key line departments, District Collectors of Programme districts, independent development experts, a representative from a reputed Bank and with the Commissioner cum Secretary of STSCDD as the member secretary. The PSC will provide effective governance and overall policy guidance to the Programme. The PSC will review the progress of the Programme and ensure that its activities are coordinated with other development efforts in the State, especially with the key line departments.

2. State level. At the State level, there will be a PMC with the Commissioner cum Secretary, STSCDD as the Chairperson and PD of the Programme as the Member Secretary. The members will include Secretaries (or their nominees) of the Departments of Revenue, Finance, Forest, Panchayati Raj, Rural Development, Women and Child Development and Planning and Co-ordination along with Additional Secretary, STSCDD and Director, Tribal Research Institute, Bhubaneswar (TRI). The PMC will meet quarterly and be responsible for all management decisions for effective Programme implementation, including approving the Annual Work Plan and Budget.

3. District level. At the MPA level a District Programme Implementation Committee (PIC) will be set up under the Chairmanship of the District Collector with representation from ITDA, Forestry Department and NGOs for approving Annual Workplan and Budget (AWPB), reviewing implementation progress and facilitating coordination with other line departments. The PIC will facilitate convergence and co-ordination with relevant departments and schemes of the government. The Special Officer of MPA will be the Member Secretary of PIC.

4. Village level. A Village Development Association (VDA) will be established in all MPA villages and each such VDA will have about 30 to 60 households with one male and one female representative from each household as member of the VDA. In some cases 2-3 small villages have to form a VDA in the event these villages have fewer or inadequate number of households to organise themselves into a VDA. VDAs will establish a VDC and these VDCs will be responsible for implementation of natural resource management and livelihood related activities. In each village or habitation, there will be one VDC secretary supported by a CRP who will be selected from within the PTG communities. Each CRP will cover 2-3 villages. The Programme will identify NGO partners to work closely with the MPAs in implementing activities at the grass-roots level. Provisions will be made for the NGOs to bring on board technical experts to work in the field in particular for microfinance, agriculture, etc.

B. Management

5. The PD in charge of the management of the Programme will be recruited from the government (preferably from the Indian Forest Service as the programme has a strong component on FRA). He/she will report to the Commissioner and Secretary, STSCDD and work closely with the Additional Secretary STSCDD and Director, Tribal Research Institute, Bhubaneswar. The PD will be overall responsible for the management of the Programme and fostering support, convergence with key departments such as Rural Development, Forest, Agriculture, Women and Child Development etc. The PD will be assisted in his/her functions by a full time Deputy Programme Director (DPD), preferably from the market or on secondment, who will, in addition to his/her core Programme related functions be responsible for Planning, Knowledge Management, procurement and

Human Resource issues and a complement of professionals including a Revenue Officer seconded from the Revenue Department to assist in Programme implementation.

6. NGOs. The Programme will engage an NGO for each MPA which are capable of implementing the Programme interventions in the Programme Area. The selected NGO will engage a multidisciplinary technical team to support field level implementation. The role and responsibilities of the facilitating NGO will be spelled out in the contract to be entered into between the PMU and the NGO, in a form and substance approved by the State and IFAD. The Programme will also engage the services of NGOs with proven capacity who have experience of working in Odisha in the Tribal and/or PTG areas. NGOs that have been engaged by Orissa Tribal Empowerment and Livelihoods Programme (OTELP) and have performed well will be given preference. NGOs will be engaged for the full duration of the Programme except the last year of the Programme to ensure intensive handholding of the community. The selection criteria of the NGOs will be detailed in the PIM.

7. Subsidiary Agreement. The State, through STSCDD, will enter into a Subsidiary Agreement, acceptable to the Fund, with each of the MPAs. Among other things, the provisions of the Subsidiary Agreement should include: (i) The MPAs declare its commitment to the goal and objective of the Programme and, in furtherance of such goal and objective, they shall undertake to carry out the Programme in accordance with the Financing Agreement and with the Programme Agreement; (ii) preparation of annual plan and fund flow arrangements; (iii) physical and financial reporting requirements; (iv) auditing and submission of Programme Financial Statements; (v) adherence to IFAD Procurement Guidelines and approved Procurement Plan; (vi) using bank interest earned for eligible expenditures; (vii) adopting an inclusive approach for implementation of OPELIP activities and (viii) applicability of IFAD Policy on Fraud and Anti-corruption. A draft Subsidiary Agreement shall be submitted to the Fund for its no –objection.

C. Programme Implementation Manual

The PMU shall prepare a draft PIM to be approved by the PMC and the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Programme implementation, financial administration and reporting and procurement. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the PMC and the Fund and may make amendments thereto from time to time with the approval of the Fund.

The State shall cause the Programme to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

D. Mid-Term Review

The Lead Programme Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Programme implementation no later than the fourth anniversary of the date of entry into force (the Mid-Term Review) based on terms of reference prepared by the Lead Programme Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Programme objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented with the specified time therefore and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of or reduction in the Financing. IFAD may appoint, in consultation with the Government, an external agency to evaluate the impact of the Programme if necessary.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage
Works	4 560 000	80%
Training	7 520 000	80%
Goods, Services and Inputs	12 270 000	80%*
Grants & Subsidies	4 570 000	100%
Operating Costs	3 830 000	50%
Unallocated	3 650 000	
TOTAL	36 400 000	

* 50% for NGO contracts

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Works” financed by IFAD are specifically limited to land treatment, NTFP aggregation centres, piloting water purification plants, seed storage bins to PTGs, youth dormitory, office buildings and their renovation and camp offices. All other works will be financed by GoI/GoO at 100%.

“Training” include capacity building activities.

“Goods, Services and Inputs” include financing at 50% of NGO contracts in component 1, 80% financing in component 2.1 with the exclusion of horticulture plantations, 80% financing in component 2.2, 80% financing in component 3.1 with the exception of power tillers, 80% financing in component 3.2, 4.1 and 4.2.

“Grants & Subsidies” include grants provided to VDCs, SHGs and their federations, Agricultural Universities and vocational trainings

“Operating Costs” include staff salaries and allowances. Operating costs are financed at 50% of total expenditures. Incremental staff salaries, except those who are seconded from GoI, are financed at 50% of total expenditures.

2. Retroactive financing. As an exception to Section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 406 240 incurred after the 1st of April 2014 but before the date of entry into force of this Agreement for: baseline survey, land survey, preparation of finance manual and some staff costs, shall be charged under the Goods, Services and Inputs Category and Training Category. The retroactive financing may be claimed from the Loan Account when the general conditions precedent to withdrawal are complied with. The retroactive financing is not additional financing and shall be within the Loan resources allocated.

Negotiated programme agreement: "Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme"

(Negotiations concluded on 10 March 2015 in Delhi, India)

Loan Number:

Programme Title: Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP) (the "Programme")

The State of Odisha of the Republic of India (the "State") acting by its Governor
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) By Financing Agreement (the "Financing Agreement") between the Republic of India (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower a loan in the amount of thirty six million four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 36 400 000) for the purposes of partially financing the Programme, but only at the condition that the State agree to undertake such obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) A Memorandum of Understanding (the "Subsidiary Agreement"), will be entered into between the State through the Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development, Minorities and Backward Classes Welfare Department (STSCDD), Government of Odisha ("Lead Programme Agency"), and each of the existing 17 Micro Project Agencies (MPA) in accordance with the laws of the Borrower for the purpose of implementing the Programme in the State. The MOU shall specify the Programme implementation modalities, financing and flow of fund arrangements in accordance with the Financing Agreement;

(C) The State, in consideration for the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth.

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof, with the exceptions indicated in the Financing Agreement, shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Programme as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.
4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Programme Agency/Programme Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions. This includes the obligation of the State to undertake proactive measures/policies to ensure fund flow to the MPAs, strive for convergence of other Government schemes and contributions from beneficiaries to achieve the design projections.
5. Any obligation of any Programme Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to cause, or ensure that the MPA shall cause, such other Programme Party or implementing agency to take or forebear from taking such actions.

Section B

1. In accordance with the Financing Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with each of the MPA in form and substance acceptable to the Fund.
2. The State shall duly perform all its obligations under the Subsidiary Agreement and this Agreement and shall cause the MPA to perform all of its obligations under the Subsidiary Agreement. The State shall ensure that each other Programme Party or implementing agency shall perform their respective obligations under the Programme and under each other contract agreement or memorandum of understanding which may be entered into to implement the Programme.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

Commissioner-cum-Secretary
ST&SC Development, Minorities & Backward Classes Welfare Department
Government of Odisha,
Odisha Secretariat,
Bhubaneswar

Facsimile: +91-674-2396806

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Facsimile: +39 06 5459 3463

This Agreement, dated [click and type], has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the State and one (1) for the Borrower.

STATE OF ODISHA

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Risks
Goal: Improved living conditions and reduced poverty of the tribal communities.	<ul style="list-style-type: none"> - At least 46,500 households with improvement in RIMS household asset index; - At least 46,500 households have improved food security. -Between 5-10% reduction in prevalence of stunting among children; -IMR and MMR at par with State average 	RIMS impact surveys at baseline, mid-term and completion.	<ul style="list-style-type: none"> -No major adverse events such as natural disasters etc -Govt continues with its programmes for tribal development and other convergence programmes -NGOs are available for working in the PTG micro-project areas
Development Objective:			
Improved food and nutrition security and livelihood opportunities adapted to tribal communities.	<ul style="list-style-type: none"> - Increased food production from 510 kg/hh to 1,020 kg/hh by at least 43,500 households; -Average farm incomes increased from INR 2,865 per household to INR 30,790 for NRM households; INR 30,310 for 19,000 livestock households; INR 8,510 for 2,000 IGA hh. -household indebtedness reduced by 50% -all PTG hh have housing units and access to DWS and roads 	Annual outcome surveys; Programme progress reports Participatory gender and community evaluations	-Policies for Tribal Development, political stability and security situation allow communities access to economic opportunities and natural resources
Outcomes:			
1.1 Empowered community institutions access their entitlements	<ul style="list-style-type: none"> -1,019 VDAs and VDCs organised and functional -75% of VDCs effective in programme implementation 	Theamtic studies Programme progress reports Annual outcome surveys	-competent NGOs available and recruited
1.2. Strengthened women SHGs access financial services	<ul style="list-style-type: none"> -3,800 SHGs organised and functional -75% of SHGs with active internal savings and lending with active bank account -75% SHGs with at least 90% internal loan recovery and bank loan repayment, -at least 50% reduction in indebtedness of PTGs 	Theamtic studies Programme progress reports Annual outcome surveys	-Sustained policies of the government
2.1 Secured access to land for cultivation and homestead and improved land productivity	<ul style="list-style-type: none"> -100% of PTG hh received land titles for homestead -75% of PTG hh received titles for agricultural land -43,500 hh reported reduced soil erosion and improved production -19,000 hh have access irrigation -18,800 hh planted fruit & spices crops 	Theamtic studies Programme progress reports Annual outcome surveys NGOs reports	<ul style="list-style-type: none"> -Major natural disasters (drought, flood) do not negate soil and water conservation works. -Markets for cash crops accessible via local roads, and profitable
2.2 Improved access to inputs and increased production	<ul style="list-style-type: none"> -31,000 hh have increased cereals, millets, oilseeds and pulses crops production 	Theamtic studies, Programme progress reports, Annual outcome surveys NGOs reports	-Inputs needed for agricultural technologies available
2.3 Improved access to livelihood opportunities and rural markets	<ul style="list-style-type: none"> -2,000 hh benefited from IGA -8,500 hh benefited from producer collectives 	Theamtic studies; Programme progress reports; Annual outcome surveys; NGOs reports	-access to markets established and prices favourable

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Risks
3.1 Improved access to social and economic community infrastructure	-All households have access to water supplies -84 small market yards and 34 food & NTFP processing facilities benefit all hh; -500 km of road alignments improved/paved -1,019 O&M groups set up and operational -100% villages with school toilets -all PTG hh have housing units, access to DWS and roads	Theamtic studies; Programme progress reports; Annual outcome surveys; NGOs reports	-Fund flow including from those of convergence is smooth and timely; -No Threats from extremist forces
3.2 Reduced drudgery to women	-32,000 PTG hh benefit from kitchen gardens -35,000 hh benefit from smokeless stoves -31,500 hh benefit from fuelwood reserves	Theamtic studies Programme progress reports Annual outcome survey	-favourable policies for community forestry
Outputs:			
1.1 Community institutions development	-1019 VDA/VDCs set up and capacitated -1019 village development plans prepared and implemented -17 NGOs & 360 CRPs recruited	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-community respond positively to programme interventions and initiatives -competent NGOs recruited
1.2 SHG and rural financial services	-3,800 SHG formed, capacitated & functional -84 GPLF set up and capacitated -PIP, VRF & CIF funds set up & operational - two cooperatives piloted -pulses banks facilitated in all PTG villages	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-women's response is positive -MPA responsible for NRLM
2.1 Natural resource management	43,500 hh provided land titles -20,000 ha land developed -12,500 hh provided fruit crops on podu land -6,250 hh provided spices crop on podu	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-A rural organization is recruited. -Government policies continue
2.2 Food and nutrition security	-62,000 hh provided facilities for crop development -several demonstrations set up	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-communities respond to opportunities to improve food and nutrition security, produce products for sale
2.3 Livelihoods improvement	-2000 hh supported for IGA - 84 CSP models set up	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-communities respond to opportunities to improve livelihoods in response to markets.
3.1 Community infrastructure development	-300 water supply schemes constructed; -500 km rural roads upgraded. -542 drying yards, 84 village markets, 250 aggregation centres constructed	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-funds from convergence available -communities participate in construction
3.2 Drudgery reduction interventions	-35,000 smokeless stoves installed -32,000 kitchen gardens supported -84 milling units installed -fuelwood reserves created in 540 villages	MIS; Programme progress reports; NGO reports; Community part. reports	-funds from convergence available -communities participate in construction